

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3040

12 décembre 2011

### SOMMAIRE

<b>AAM International S.à r.l.</b> .....	<b>145916</b>	<b>Fondaco Lux S.A.</b> .....	<b>145918</b>
<b>AB Cinéma S.à r.l.</b> .....	<b>145874</b>	<b>Gribond S.A.</b> .....	<b>145915</b>
<b>AB Luxembourg S.A.</b> .....	<b>145874</b>	<b>GSW-Wolff-Luxembourg</b> .....	<b>145915</b>
<b>Agence Immobilière Hélène Grober, S.à r.l.</b> .....	<b>145915</b>	<b>HPWM Funds</b> .....	<b>145879</b>
<b>Allianz ROSNO Investment Strategies</b> ..	<b>145885</b>	<b>JPMorgan Series II Funds</b> .....	<b>145878</b>
<b>Aqua European Technologists S.A.</b> .....	<b>145914</b>	<b>J.P. Morgan Specialist Funds</b> .....	<b>145877</b>
<b>BCLI no. 2 S.à r.l.</b> .....	<b>145916</b>	<b>Kisling Investment S.A.</b> .....	<b>145876</b>
<b>BCV Dynamic Fund</b> .....	<b>145878</b>	<b>Logistic S.A.</b> .....	<b>145918</b>
<b>Beam Europe S.à r.l.</b> .....	<b>145914</b>	<b>LSEG DE Invest S.A.</b> .....	<b>145914</b>
<b>Becton Dickinson Luxembourg Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>145892</b>	<b>Multi Strategy SICAV</b> .....	<b>145885</b>
<b>Becton Dickinson Management S.à r.l.</b> ..	<b>145880</b>	<b>NEO-DEV S.A.</b> .....	<b>145911</b>
<b>Belleville S.A.</b> .....	<b>145917</b>	<b>Patriarch Classic</b> .....	<b>145875</b>
<b>Belt Finance S.à r.l.</b> .....	<b>145918</b>	<b>Patriarch Classic</b> .....	<b>145875</b>
<b>Belt Finance S.à r.l.</b> .....	<b>145918</b>	<b>Pictet</b> .....	<b>145875</b>
<b>Blakeney Investors</b> .....	<b>145919</b>	<b>Pictet Sicav II</b> .....	<b>145876</b>
<b>BlueBay Funds</b> .....	<b>145919</b>	<b>Sapore Del Sole S.A.</b> .....	<b>145917</b>
<b>BlueBay Structured Funds</b> .....	<b>145919</b>	<b>TMA Umbrella Fund</b> .....	<b>145914</b>
<b>Boucherie Clement Schuttrange S.à r.l.</b> .....	<b>145920</b>	<b>WAVE Private Equity SICAV-SIF</b> .....	<b>145897</b>
<b>BT Broadband Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>145916</b>	<b>Wellington Global Commodities S. à r.l.</b> .....	<b>145920</b>
<b>Caribbean Property Investing S.A.</b> .....	<b>145919</b>	<b>YV Investments</b> .....	<b>145920</b>
<b>Cobano S.A.</b> .....	<b>145879</b>	<b>ZEPHYR Investments S.A.</b> .....	<b>145920</b>
<b>Diamond I Sicav</b> .....	<b>145916</b>	<b>Zigmund Mather S.à r.l.</b> .....	<b>145920</b>

**AB Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 67.991.

**AB Cinéma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 131.730.

---

**PROJET DE FUSION**

L'an deux mille onze, le 15 novembre.

1. AB Luxembourg S.A., une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67991 (ci-après la Société Absorbante),

2. AB Cinéma S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131730, avec un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) (ci-après la Société Absorbée),

Les conseils d'administration et de gérance respectifs des deux sociétés mentionnées ci-dessus (ci-après les Sociétés Fusionnantes) ont convenu le projet de fusion suivant (la Fusion) et déclarent que:

la Société Absorbante détient cent pourcent (100%) des parts sociales de la Société Absorbée de sorte que la Fusion puisse dès lors être opérée conformément aux dispositions des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Les conseils d'administration et de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes ont décidé de fusionner la Société Absorbée dans la Société Absorbante et, à cet effet, la Société Absorbée fera apport de tous ses actifs et passifs (les Actifs et Passifs) à la Société Absorbante.

Il est convenu ce qui suit:

1. A la date retenue par les conseils d'administration et de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes, qui ne peut être au plus tôt qu'un (1) mois après la publication du présent projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, les Actifs et Passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante.

2. A la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront annulées.

3. La date d'effet comptable de la Fusion est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et les opérations de la Société Absorbée seront, d'un point de vue comptable, à considérer comme étant effectuées par la Société Absorbante depuis cette date.

4. Etant donné que la Société Absorbante détient cent pourcent (100%) des parts sociales émises de la Société Absorbée et que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies, une approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires et associés respectifs de chacune des Sociétés Fusionnantes n'est pas requise.

5. Les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe 1, a), b) et c) de la Loi (en l'occurrence le projet de Fusion, les comptes et rapports annuels des Sociétés Fusionnantes pour les trois (3) derniers exercices), seront disponibles au moins un (1) mois avant la date d'effet de la Fusion pour inspection par les actionnaires de la Société Absorbante au siège social des Sociétés Fusionnantes.

6. Les actionnaires de la Société Absorbante qui détiennent au moins cinq pourcent (5%) des parts sociales émises de la Société Absorbante sont autorisés, pendant le mois qui précède la date d'effet de la Fusion, d'exiger la convocation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante pour délibérer et voter sur la Fusion.

7. Aucun privilège particulier n'a été accordé aux membres des conseils d'administration et de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes.

8. A défaut de la réquisition d'une assemblée ou du rejet du projet de Fusion par celle-ci, la Fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 1. et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 hormis paragraphe 1, b) de la Loi et notamment sous son paragraphe 1, a).

9. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes (es dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la Fusion, comme indiqué ci-après.

10. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la Société Absorbée.

11. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

*Formalités*

La Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la Fusion,
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes les administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les Avoirs et Engagements apportés,
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

*Remise de titres*

Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

*Pour AB Luxembourg S.A.*

Claude BERDA / Denis BORTOT / Orla NOONAN / Richard MAROKO

*Administrateur / Administrateur / Administrateur / Administrateur*

*Pour AB CINEMA S.à r.l.*

Denis BORTOT

*Gérant Unique*

Référence de publication: 2011168631/74.

(110195390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Patriarch Classic, Fonds Commun de Placement.**

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 22. November 2011 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. November 2011.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011160411/11.

(110186730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2011.

---

**Patriarch Classic, Fonds Commun de Placement.**

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 22. November 2011 in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. November 2011.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011160412/11.

(110186741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2011.

---

**Pictet, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 38.034.

Les actionnaires de la Société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 24 novembre 2011 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social, 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 28 décembre 2011 à 16 heures, avec le même ordre du jour, à savoir:

*Ordre du jour:*

1. Modification des articles 3, 8, 16, 20, 28 et 31 des statuts pour remplacer les références à la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi de 2002") par des références à la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi de 2010"). L'objet social de la société sera reformulé comme suit:

"L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres avoirs autorisés par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi de 2010") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs. La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2010."

2. Modification des articles 5, 6, 8, 10, 11, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 25, 27 et 28 des statuts.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société, qui est à renvoyer pour le 27 décembre 2011 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts est disponible au siège social de la Société.

Pour le compte du Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011160721/755/29.

---

### **Pictet Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.950.

Les actionnaires de la Société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 24 novembre 2011 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

#### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social, 1 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 28 décembre 2011 à 16h30, avec le même ordre du jour, à savoir:

#### *Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 3 des statuts pour remplacer les références à la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi de 2002") par des références à la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif de sorte que l'objet social de la société soit reformulé comme suit:

"L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la Partie II de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi de 2010"), y compris en parts ou actions d'autres organismes de placement collectif, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs. La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2010."

2. Revue et mise à jour complète des statuts de la Société afin notamment de les adapter aux dispositions de la Loi de 2010.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société, qui est à renvoyer pour le 27 décembre 2011 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts est disponible au siège social de la Société.

Pour le compte du Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011160722/755/30.

---

### **Kisling Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.029.

Messieurs les actionnaires de la société KISLING INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.029 (les "Actionnaires") sont priés d'assister à une

## ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de la Société qui se tiendra le 21 décembre 2011 à 11.00 heures au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg (l'"Assemblée"), en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

### Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Approbation des rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2010 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par chaque actionnaire de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties par lui à la Société;
7. Divers.

Pour participer à l'AGO et conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, les Actionnaires sont priés d'effectuer le dépôt de l'original de leurs titres au porteur; respectivement leur certificat de dépôt au siège social de la Société, cinq jours francs avant la date de l'Assemblée, soit le 15 décembre 2011 au plus tard.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 4 des statuts de la Société, tout Actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procuration sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société à l'attention du conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les actionnaires pourront, 15 jours avant la date de l'Assemblée, prendre connaissance et/ou se faire délivrer un exemplaire à titre gratuit, au siège social de la Société, ceci chaque jour à partir du 6 décembre 2011 au 20 décembre 2011 inclus entre 11.00 heures et 12.00 heures.

- des comptes annuels et de la liste des administrateurs et du commissaire aux comptes;
- de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
- de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- du rapport de gestion du conseil d'administration;
- du rapport du commissaire aux comptes.

Pour toute demande supplémentaire d'information, les Actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès de KISLING INVESTMENT S.A., à l'attention du conseil d'administration, 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011164155/42.

### **J.P. Morgan Specialist Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 151.450.

Notice is hereby given that the

### ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of J.P. Morgan Specialist Funds (the "Company") will be held on Wednesday, 21 December 2011 at 14.00 (CET), at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

### Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended June 30, 2011.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended June 30, 2011.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended June 30, 2011.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended June 30, 2011.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Re-election of Mr Jacques Elvinger, Mr Trevor Ash, Mr Nicolas Deblauwe, Mr Jean Frijns and Mr Peter Schwicht to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on June 30, 2012.
7. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on June 30, 2012.
8. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended June 30, 2011.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

145878

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Monday, 19 December 2011 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

*By order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2011164167/755/33.

---

**JPMorgan Series II Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 39.252.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Series II Funds (the "Company") will be held on Wednesday, 21 December 2011 at 15.00 (CET), at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

*Agenda:*

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended July 31, 2011.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended July 31, 2011.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended July 31, 2011.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended July 31, 2011.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Confirmation of the appointment of Mr James Broderick, co-opted by the Board of Directors on March 31, 2011, in replacement of Ms Andrea Hazen, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on July 31, 2012.
7. Re-election of Mr Iain Saunders, Mr Jacques Elvinger, Mr Pierre Jaans, Mr Jean Frijns, Mr Robert Van Der Meer and Mr Berndt May, to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on July 31, 2012.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on July 31, 2012.
9. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended July 31, 2011.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Monday, 19 December 2011 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

*By order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2011164168/755/36.

---

**BCV Dynamic Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de BCV DYNAMIC FUND signé en date du 10 novembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERIFONDS (LUXEMBOURG) S.A.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2011162840/11.

(110188698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2011.

---

**Cobano S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 140.669.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 22 septembre 2011*

Le siège social de la société est transféré avec effet au 12 octobre 2011 au 2bis, rue Astrid à L-1143 LUXEMBOURG.

L'adresse professionnelle des administrateurs Mesdames Caterina SCOTTI, Adèle DI IULIO et Sylvie THEISEN et de l'administrateur-délégué et président du Conseil d'Administration Madame Sylvie THEISEN ainsi que du commissaire aux comptes D.S. CORPORATION S.A. est également transférée avec effet au 12 octobre 2011 au 2bis, rue Astrid à L-1143 LUXEMBOURG

Pour extrait sincère et conforme

COBANO S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011145083/16.

(110168008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2011.

---

**HPWM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 162.804.

—  
The board of directors herewith invites you, in accordance with Article 24 of the Company's Articles of Association (the "Articles"), to an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders to take place on 22 December 2011 at 3.00 p.m. at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg. Please be informed that due to technical difficulties the date of the extraordinary general meeting is postponed to the 22 December 2011 instead of the 14 December 2011 and the place has changed.

Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

*Agenda:*

A. In the Preliminary Title - DEFINITIONS -

1. Insertion in the definition of "Auditor" the term "The person disclosed in the Prospectus to act as auditor".
2. insertion of the defined term "Investment Advisor: The person(s) disclosed in the Prospectus to act as investment advisor(s) for one or more fund(s)".
3. insertion of the defined term "Investment Advisory Fee: The fee to be paid out of the Management Fee to remunerate the Investment Advisor".
4. Amendment of the definition of "Investment Manager" to read "The person(s) disclosed in the Prospectus to act as Investment Manager(s) for one or more Fund(s)".
5. Insertion in the definition of "Management Fee" after "Investment Management Fee" of the additional wording "and/or the Investment Advisory Fee (as the case may be)".

B. In Title II - SHARE CAPITAL - SHARES - NET ASSET VALUE

1. Article 11.-. Calculation of Net Asset Value per Share: paragraph B. (b) to read "all administrative and other expenses due or accrued including all fees payable to the Management Company, the Investment Manager, the Investment Advisor, the Custodian" and any other representatives and agents of the company" (changes are underlined) and the 2<sup>nd</sup> subparagraph of paragraph (e) to read "In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to the Management Company, the Investment Advisors, Investment Managers and/or Directors and reasonable out-of-pocket expenses, accountants, Custodian, Administrator, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agents ..." (changes are underlined).
2. Article 12. - Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Switching of Shares: insertion in subparagraph f) of the word "an" before "investment" (change is underlined).
3. Article 19 - Conflict of Interest: in the 3<sup>rd</sup> and last paragraph insertion of "the Investment Advisor" after "the Investment Manager".



4. Article 27. - Merger of the Company, the Funds and/or Shares Classes and reorganisation of a Fund: the 1<sup>st</sup> paragraph is to be amended by inserting "or Investment Advisor" after "Investment Manager" and, after "replacement investment manager" by inserting "or investment advisor (as the case may be)".

#### Quorum and Majority

Resolutions on the agenda of the extraordinary general meeting of Shareholders will require a quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding. Should the quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding not be met at the extraordinary general meeting of Shareholders, a second meeting, which will validly deliberate irrespective of the number of shares represented, will be reconvened in January 2012 with the same agenda.

Resolutions at either extraordinary general meeting of Shareholders will be passed if approved by a majority of at least two-thirds of the votes cast.

The changes will only enter into force, and the documents, notably the Prospectus, will be available, only if all the resolutions have been validly taken, either at the initial extraordinary general meeting or the second extraordinary general meeting of Shareholders.

#### Representation of the Shareholders:

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed to the Company to the attention of Fund Set-Up department, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Fax: 00352.22.15.22-500, prior to 19 December 2011 at 2.00 p.m. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

*Board of Directors.*

Référence de publication: 2011165027/755/59.

### **Becton Dickinson Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 163.006.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-eighth day of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Becton Dickinson Worldwide Investments S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 162 974 (the "Sole Shareholder");

represented here by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Becton Dickinson Management S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 163 006 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by the undersigned notary on 13 July 2011, not yet published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 21 September 2011, not yet published in the Mémorial.

II.- The 31,050 (thirty one thousand fifty) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 145,781 (one hundred forty five thousand seven hundred eighty one United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 31,050 (thirty one thousand fifty United States Dollars) to USD 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars) by the issuance of 145,781 (one hundred forty five thousand seven hundred eighty one) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each subject to the payment of a global share premium in an amount of USD 1,312,024.17 (one million three hundred twelve thousand twenty four point seventeen United States Dollars), of which



USD 14,578.10 (fourteen thousand five hundred seventy eight point ten United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting of shares in Becton Dickinson Netherlands Holdings B.V.;

3. Subscription and payment by Becton Dickinson Worldwide Investments S.à r.l. of the 145,781 (one hundred forty five thousand seven hundred eighty one) new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 145,781 (one hundred forty five thousand seven hundred eighty one United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 31,050 (thirty one thousand fifty United States Dollars) to USD 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars) by the issuance of 145,781 (one hundred forty five thousand seven hundred eighty one) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each (the "New Shares"), to be fully paid up through a contribution in kind as described below (the "Contribution"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 1,312,024.17 (one million three hundred twelve thousand twenty four point seventeen United States Dollars) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), out of which USD 14,578.10 (fourteen thousand five hundred seventy eight point ten United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve.

*Third resolution:*

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution as described below.

*Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal who declares to subscribe to the New Shares. The New Shares and the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution as described below.

*Description of the Contribution*

The Contribution made by the Sole Shareholder, in exchange of the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of 250 (two hundred and fifty) shares in Becton Dickinson Netherlands Holdings B.V., a private limited liability company, organized and existing under the laws of the Netherlands, having its corporate seat in Etten-Leur, the Netherlands, with its registered address at Bredaseweg 185, 4872 LA Etten-Leur, the Netherlands, and registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce for Zuidwest-Nederland under number 53226615 (the "Target Company"), representing 0.5% of the total outstanding shares of the Target Company.

*Valuation*

The Contribution is valued at USD 1,457,805.17 (one million four hundred fifty seven thousand eight hundred five point seventeen United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 28 September 2011 and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

*Evidence of the Contribution's existence*

A proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges this.

*Managers' intervention*

Thereupon intervene:

a) Peter De Rycker, manager of category A, with professional address at 11, rue Aristide Bergès, BP 4, 38801 Le Pont-de-Claix, France;

b) Stefaan De Boeck, manager of category A, with professional address at 86 Erembodegem-Dorp, 9320 Erembodegem, Belgium;

c) Julie Arnold, manager of category A, with professional address at Danby Building, Edmund Halley Road, Oxford, OX4 4DQ, England;

d) William Allan, manager of category A, with professional address at Tullastraße 8-12, 69126 Heidelberg, Germany;

e) Johanna van Oort, manager of category B, with professional address at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

f) Nedim Görel, manager of category B, with professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

all represented here by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

*Fourth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Becton Dickinson Worldwide Investments S.à r.l.: 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars) shares.

The notary acts that the 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

*Fifth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars), represented by 176,831 (one hundred seventy six thousand eight hundred thirty one United States Dollars) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.”

No other amendment is to be made to this article.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the Contribution, have been estimated at about two thousand three hundred Euros (2,300.-Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le vingt-huitième jour du mois de septembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**A comparu:**

Becton Dickinson Worldwide Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 162 974 (l'«Associé Unique»);

ici dûment représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Becton Dickinson Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 163 006 (la «Société»), constituée par acte notarié du notaire soussigné, du 13 juillet 2011, non encore publié au

Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné le 21 septembre 2011, non encore publié au Mémorial.

II.- Que les 31.050 (trente et un mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 145.781 USD (cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-un Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 31.050 USD (trente et un mille cinquante Dollars Américains) à 176.831 USD (cent soixante-seize mille huit cent trente et un Dollars Américains) par l'émission de 145.781 (cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-une) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 1.312.024,17 USD (un million trois cent douze mille vingt-quatre Dollars Américains et dix-sept cents) dont un montant de 14.578,10 USD (quatorze mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et dix cents) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être libéré par apport en nature de parts sociales de la société Becton Dickinson Netherland Holdings B.V.;

3. Souscription et paiement par Becton Dickinson Worldwide Investments S.à. r.l. des 145.781 (cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-une) nouvelles parts sociales par voie d'apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

*Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Deuxième résolution:*

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société, d'un montant de 145.781 USD (cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-un Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 31.050 USD (trente et un mille cinquante Dollars Américains) à 176.831 USD (cent soixante-seize mille huit cent trente et un Dollars Américains) par l'émission de 145.781 (cent quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt-une) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), le tout devant être entièrement libéré par voie d'apport en nature tel que défini ci-après (l'«Apport») moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 1.312.024,17 USD (un million trois cent douze mille vingt-quatre Dollars Américains et dix-sept cents) à verser sur le compte de prime d'émission de la Société (la «Prime d'Emission») dont un montant de 14.578,10 USD (quatorze mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et dix cents) sera alloué à la réserve légale.

*Troisième résolution:*

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission au moyen de l'Apport décrit ci-dessous.

*Intervention - Souscription - Paiement*

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par M. Régis Galiotto, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé et déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. Les Nouvelles Parts Sociales et la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par l'Apport décrit ci-après.

*Description de l'Apport*

L'Apport fait par l'Associé Unique en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission est composé de 250 (deux cent cinquante) parts sociales de Becton Dickinson Netherland Holdings B.V., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon le droit hollandais, ayant son siège social sis à Etten-Leur, Pays-Bas, ayant son adresse sise à Bredaseweg 185, 4872 LA Etten-Leur, Pays-Bas, et enregistrée auprès du Registre de la Chambre de Commerce de Zuidwest-Nederland sous le numéro 53226615 (la «Société Apportée») représentant 0,5% du total des parts sociales émises de la Société Apportée.

### *Evaluation*

L'Apport s'élève à 1.457.805,17 USD (un million quatre cent cinquante-sept mille huit cent cinq Dollars Américains et dix sept cents).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 28 septembre 2011, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

### *Preuve de l'existence de l'Apport*

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

### *Intervention des gérants*

Interviennent ensuite:

a) Peter De Rycker, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise au 11, rue Aristide Bergès, BP 4, 38801 Le Pont-de-Claix, France;

b) Stefaan De Boeck, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à 86 Erembodegem-Dorp, 9320 Erembodegem, Belgique;

c) Julie Arnold, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à Danby Building, Edmund Halley Road, Oxford, OX4 4DQ, Angleterre;

d) William Allan, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à Tullastraße 8-12, 69126 Heidelberg, Allemagne;

e) Johanna van Oort, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle sise à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

f) Nedim Görel, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle sise à 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

tous représentés par M. Régis Galiotto, en vertu d'une procuration sous seing privé contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, engagés juridiquement en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, consentent expressément avec la description de l' Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

### *Quatrième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- Becton Dickinson Worldwide Investments S.à r.l.: 176.831 (cent soixante-seize mille huit cent trente et une) parts sociales.

Le notaire témoigne que les 176.831 (cent soixante-seize mille huit cent trente et une) parts sociales représentant le capital social total de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

### *Cinquième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et l'Apport ayant été entièrement libéré, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 176.831 USD (cent soixante-seize mille huit cent trente et un Dollars Américains) représenté par 176.831 (cent soixante-seize mille huit cent trente et une) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollars Américain) chacune.»

Aucune autre modification ne sera faite à cet article.

### *Estimation des frais*

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec l'Apport, ont été estimés à deux mille trois cents Euros (2.300.-Euros).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour figurant en tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la partie comparante, ce mandataire de la partie comparante a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44203. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011151050/255.

(110175701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

**Allianz ROSNO Investment Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 36, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 114.617.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Allianz ROSNO Investment Strategies ("the Company") will be held at its registered office, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, at 10:30 on 19th December 2011 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To accept the Directors' and Auditor's reports and to approve the financial statements including the use of income for the year ended 31 December 2010.
2. To grant discharge to the Directors for all actions taken within their mandate during the year ended 31 December 2010.
3. To re-elect Hannes Chopra, and Arnd Thorn as Directors.
4. To re-elect KPMG, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Réviseur d'entreprises agréée, as Auditor.
5. To decide on any other business, which may properly come before the Meeting.

*Voting:*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the Management Company Alceda Fund Management S.A., 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg to arrive not later than 48 hours before the time fixed for holding the Meeting or adjourned Meeting. Proxy forms for use by registered shareholders can also be obtained from the Management Company. A person appointed a proxy need not be a holder of shares in the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Luxemburg, in November 2011.

*The Board of Directors .*

Référence de publication: 2011167736/8040/29.

**Multi Strategy SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.462.

In the year two thousand and eleven, on the ninth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of MULTI STRATEGY SICAV, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital, with its registered office in Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed dated October 29, 2010, published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 2536 of November 23, 2010.

The Meeting was opened under the chairmanship of Mr Murad IKHTIAR, director, residing professionally in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L1653 Luxembourg, who appointed as secretary Mrs Chantal VALET, employee, residing professionally in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Bertrand GOURDAIN, lawyer, residing professionally in Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That all the shares being registered shares, the present meeting has been convened by notices sent to the shareholders by registered mail on October 18, 2011

II.- That the agenda of the meeting is the following:

Amendment of the articles of incorporation (the «Articles») of the Company in order (i) to change the currency of the Share capital, (ii) to update the Articles in accordance with the reference to the governing law (iii) to correct minor terminology inconsistencies. Decision to amend articles 3, 5, 7, 11, 26, 28, 32, 33 and 34 of the Articles accordingly, shall be as follows:

**1. Art. 3. Purpose.** Replacement of all reference to the law of the December 20 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 3 shall therefore read as follows:

The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities of all types and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of the assets. The Company may invest the funds available to it in undertakings for collective investments, cash, cash equivalents and any other assets permitted by law and considered with such purpose.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under part II of the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment.

**2. Art. 5. Share capital.** Remove all text relating to initial capital requirements. Art. 5 shall therefore read as follows: The share capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company pursuant to article 6. The minimum capital shall be the equivalent in US Dollars of one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1 250 000,-) .

**3. Art. 7. Sub-funds.** Modification of the last paragraph, to replace all references made to EUR by references to USD.

Article 7, last paragraph, shall therefore read as follows:

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollars (USD), be converted into US Dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

**4. Art. 11. Redemption.** Replacement of all reference to the law of the 20 December 2002, with the law of 17 December, 2010.

Article 11 2<sup>nd</sup> §, shall therefore read as follows: The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 17 December, 2010 as a result of such redemption.

**5. Art. 26. General meetings of the company.** Modification to paragraph 2 to amend the time of the annual general meeting from 11 a.m to 4 p.m.

Article 26 § 2 shall therefore read as follows:

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4 p.m. on the first Thursday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

**6. Art. 28. Termination and Amalgamation of sub-funds or Classes of shares.**

Replacement of the reference in paragraph 4 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 28 § 4 shall therefore read as follows:

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new sub-fund") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

**7. Art. 32. Depositary.** Replacement of the reference in paragraph 1 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 32 § 1 shall therefore read as follows:

If and as required by law, the Company shall enter into a depositary agreement. The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment.



**8. Art. 33. Winding-up / Liquidation.** Replacement of the reference in paragraph 2 & 3 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 33 § 2 & 3 shall therefore read as follows:

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 17 December 2010, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting. The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 17 December 2010; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

**9. Art. 34. Applicable law.** Replacement of the reference to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 34 shall therefore read as follows:

In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 17 December 2010.

III.- That the names of the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, by the board of the meeting and the notary will remain annexed to the present deed to be registered therewith with the registration authorities;

IV. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 671 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda, has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

V. That pursuant to the attendance list, out of 826,980,219 shares in issue at 31 October 2011, 447,676 shares of the Fund are present or represented at the present meeting.

VI. That the quorum of shareholders as required by law to decide on all items above is met.

VII. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after due consideration, took the following resolutions, with 432,545 votes in favour and 15,131 votes in abstention.

#### *First Resolution*

The meeting resolves to amend the articles of incorporation (the «Articles») of the Company in order (i) to change the currency of the Share capital, (ii) to update the Articles in accordance with the reference to the governing law (iii) to correct minor terminology inconsistencies.

As a consequence articles 3, 5, 7, 11, 26, 28, 32, 33 and 34 of the Articles are amended as follows:

**1. Art. 3. Purpose.** Replacement of all reference to the law of the December 20 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 3 shall therefore read as follows:

The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities of all types and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of the assets. The Company may invest the funds available to it in undertakings for collective investments, cash, cash equivalents and any other assets permitted by law and considered with such purpose. The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under part II of the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment.

**2. Art. 5. Share capital.** Remove all text relating to initial capital requirements.

Article 5 shall therefore read as follows:

The share capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company pursuant to article 6. The minimum capital shall be the equivalent in US Dollars of one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1 250 000,-) .

**3. Art. 7. Sub-funds.** Modification of the last paragraph, to replace all references made to EUR by references to USD.

Article 7, last paragraph, shall therefore read as follows:

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollars (USD), be converted into US Dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

**4. Art. 11. Redemption.** Replacement of all reference to the law of the 20 December 2002, with the law of 17 December, 2010.

Article 11, 2n<sup>d</sup> § shall therefore read as follows:

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 17 December, 2010 as a result of such redemption.

**5. Art. 26. General meetings of the company.** Modification to paragraph 2 to amend the time of the annual general meeting from 11 a.m to 4 p.m.

Article 26 § 2 shall therefore read as follows:

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4 p.m. on the first Thursday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

**6. Art. 28. Termination and Amalgamation of sub-funds or Classes of shares.** Replacement of the reference in paragraph 4 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 28 § 4 shall therefore read as follows:

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new sub-fund") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

**7. Art. 32. Depositary.** Replacement of the reference in paragraph 1 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 32 § 1 shall therefore read as follows:

If and as required by law, the Company shall enter into a depositary agreement. The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment.

**8. Art. 33. Winding-up / Liquidation.** Replacement of the reference in paragraph 2 & 3 to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 33 § 2 & 3 shall therefore read as follows:

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 17 December 2010, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting. The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 17 December 2010; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

**9. Art. 34. Applicable law.** Replacement of the reference to the law of the December 20, 2002, with the law of December 17, 2010.

Article 34 shall therefore read as follows:

In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 17 December 2010.

There being no further items on the agenda, the general meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document. The document having been given for reading to the named persons, they signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le neuf novembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant au Luxembourg,

a été tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société MULTI STRATEGY SICAV, une société anonyme (société anonyme) qualifiée de société d'investissement à capital variable, avec son siège social à Luxembourg, constituée en vertu d'un acte notarié en date du 29 octobre 2010, publié dans le Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 2536 du 23 novembre 2010.

L'Assemblée a été ouverte sous la présidence de M. Murad IKHTIAR, directeur, résidant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L1653 Luxembourg, qui a nommé comme secrétaire Mme Chantal VALET, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'Assemblée a élu comme scrutateur M. Bertrand GOURDAIN, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de la réunion ayant été ainsi constitué, le président a déclaré et a demandé au notaire d'acter:

I. - Que toutes les actions étant nominatives, la présente Assemblée a été convoquée par des avis envoyés aux actionnaires par courrier recommandé le 18 octobre 2011

II. - Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Modification des articles des statuts (les «Statuts») de la Société afin (i) de changer la devise du capital social, (ii) de mettre à jour les Statuts en conformité avec la référence de la Loi applicable (iii) pour corriger les incohérences mineures en terme de terminologie. Décision de modifier les articles 3, 5, 7, 11, 26, 28, 32, 33 et 34 des Statuts en conséquence:

**1. Art. 3. Objet.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 3 se lira comme suit:

L'objet exclusif de la Société est le placement des fonds dont elle dispose en valeurs de toutes sortes et autres actifs autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs. La Société pourra aussi investir les fonds mis à sa disposition dans des organismes de placement collectif, des liquidités, des avoirs équivalents aux liquidités et tout autre actif permis par la loi et compatible avec un tel objet.

La Société peut prendre toute mesure et mener toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans toute la mesure permise par la partie II de la Loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

**2. Art. 5. Capital social.** Supprimer tous les textes relatifs aux exigences du capital initial.

L'article 5 se lira comme suit:

Le capital social de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées sans valeur nominale et sera à tout moment égal à la valeur totale des actifs nets de la Société, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après. Le capital minimum sera l'équivalent en US Dollars de un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-).

**3. Art. 7. Compartiments.** Modification, au dernier paragraphe, de toutes les références faites à l'EUR par des références à l'USD.

L'article 7, dernier paragraphe, se lira comme suit:

Pour déterminer le capital social de la Société, les actifs nets correspondant à chaque Compartiment seront, s'ils ne sont pas exprimés en US Dollars (USD), convertis en US Dollars (USD) et le capital sera égal au montant total des actifs nets de tous les Compartiments et classes d'actions.

**4. Art. 11. Rachat.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 11, 2<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

La Société ne procédera pas au rachat des actions si, suite à un tel rachat, les actifs nets de la Société venaient à tomber sous le seuil du capital prévu dans la partie II de la Loi du 17 décembre 2010.

**5. Art. 26. Assemblées générales des actionnaires de la société.** Modifier, au paragraphe 2, l'heure de l'assemblée générale annuelle pour la passer de 11.00 heures à 16.00 heures.

L'article 26, 2<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, soit au siège social de la Société soit dans un autre lieu à Luxembourg, précisé sur la convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, à 16.00 heures le premier jeudi du mois de juin de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale des actionnaires peut se tenir à l'étranger si le conseil d'administration le décide souverainement, si des circonstances exceptionnelles le nécessitent.

**6. Art. 28. Liquidation et Fusion de compartiments ou Classes d'actions.** Remplacement, au paragraphe 4, de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 28, 4<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent article, le conseil d'administration pourra décider d'apporter les avoirs d'un Compartiment à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société ou à ceux d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Loi du 13 février 2007 (le cas échéant, lorsque cela est possible) ou de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telles que modifiées, ou à ceux d'un compartiment d'un tel autre organisme de placement collectif (le «nouveau compartiment») et de requalifier les actions de la ou des classe(s) concernée(s) en actions du nouveau compartiment (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction d'actions due aux actionnaires). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus au premier paragraphe du présent article (laquelle publication mentionnera, en outre, des informations sur le nouveau compartiment), un mois avant la date d'effet de l'apport afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat de leurs actions, sans frais, pendant cette période. Les actionnaires n'ayant pas demandé le rachat de leurs actions seront transférés de plein droit vers le nouveau compartiment.

**7. Art. 32. Dépositaire.** Remplacement, au paragraphe 1, de toutes les références à la loi du 20 décembre 2002 par la loi du 17 décembre 2010.

L'article 32, 1<sup>er</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt. Le Dépositaire aura les devoirs et responsabilités tels que prévus par la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif.

**8. Art. 33. Dissolution / Liquidation.** Remplacement, aux paragraphes 2 et 3, de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 33, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Si le capital social descendait sous le seuil des deux tiers (2/3) du capital minimum prévu par la Loi du 17 décembre 2010, la question de la dissolution de la Société serait présentée à l'assemblée générale des actionnaires par le conseil d'administration. L'assemblée générale des actionnaires, pour laquelle aucun quorum ne sera requis, décidera à la majorité simple des votes des actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires.

La question de la dissolution de la Société sera également présentée à l'assemblée générale des actionnaires si le capital social tombe sous le quart (1/4) du capital minimum prévu par la Loi du 17 décembre 2010. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra sans condition de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart (1/4) des votes des actions représentées à l'assemblée.

**9. Art. 34. Loi applicable.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 34 se lira comme suit:

Toutes les matières non régies par les présents statuts seront soumises aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi qu'aux lois et règlements applicables aux organismes de placement collectif luxembourgeois, notamment à la Loi du 17 décembre 2010.

III. Que les noms des actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, par le conseil de la réunion et le notaire restera annexée au présent acte pour être enregistré avec celui-ci avec les autorités d'enregistrement;

IV. Le quorum de la moitié au moins du capital est requis par l'article 67-1 (2) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et la résolution sur chaque point de l'ordre du jour, doit être adoptée par le vote affirmatif d'au moins deux tiers des voix valablement exprimés à l'assemblée.

V. Que, conformément à la liste de présence, sur les 826.980,219 actions en circulation au 31 octobre 2011, 447.676 actions du Fonds sont présentes ou représentées à la présente réunion.

VI. Que le quorum des actionnaires tel que requis par la loi de décider sur tous les points ci-dessus est respecté.

VII. Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibérations, a pris la résolution suivante, à un vote en faveur de 432.545 voix avec 15.131 voix d'abstention.

#### *Résolution Unique*

L'assemblée décide de modifier les articles des statuts (les «Statuts») de la Société afin (i) de changer la devise du capital social, (ii) de mettre à jour les Statuts en conformité avec la référence de la Loi régissant (iii) pour corriger les incohérences mineures de la terminologie.

En conséquence les articles 3, 5, 7, 11, 26, 28, 32, 33 et 34 des statuts sont modifiés comme suit:

**1. Art. 3. Objet.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 3 se lira comme suit:

L'objet exclusif de la Société est le placement des fonds dont elle dispose en valeurs de toutes sortes et autres actifs autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs. La Société pourra aussi investir les fonds mis à sa disposition dans des organismes de placement collectif, des liquidités, des avoirs équivalents aux liquidités et tout autre actif permis par la loi et compatible avec un tel objet.

La Société peut prendre toute mesure et mener toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans toute la mesure permise par la partie II de la Loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

**2. Art. 5. Capital social.** Supprimer tous les textes relatifs aux exigences de capital initial.

L'article 5 se lira comme suit:

Le capital social de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées sans valeur nominale et sera à tout moment égal à la valeur totale des actifs nets de la Société, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après. Le capital minimum sera l'équivalent en US Dollars de un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-).

**3. Art. 7. Compartiments.** Modification, au dernier paragraphe, de toutes les références faites en EUR par des références en USD.

L'article 7, dernier paragraphe, se lira comme suit:

Pour déterminer le capital social de la Société, les actifs nets correspondant à chaque Compartiment seront, s'ils ne sont pas exprimés en US Dollars (USD), convertis en US Dollars (USD) et le capital sera égal au montant total des actifs nets de tous les Compartiments et classes d'actions.

**4. Art. 11. Rachat.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 11, 2<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

La Société ne procédera pas au rachat des actions si, suite à un tel rachat, les actifs nets de la Société venaient à tomber sous le seuil du capital prévu dans la partie II de la Loi du 17 décembre 2010.

**5. Art. 26. Assemblées générales des actionnaires de la société.** Modifier, au paragraphe 2, l'heure de l'assemblée générale annuelle pour la passer de 11.00 heures à 16.00 heures.

L'article 26, 2<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, soit au siège social de la Société soit dans un autre lieu à Luxembourg, précisé sur la convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, à 16.00 heures le premier jeudi du mois de juin de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale des actionnaires peut se tenir à l'étranger si le conseil d'administration le décide souverainement, si des circonstances exceptionnelles le nécessitent.

**6. Art. 28. Liquidation et Fusion de compartiments ou Classes d'actions.** Remplacement, au paragraphe 4, de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 28, 4<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent article, le conseil d'administration pourra décider d'apporter les avoirs d'un Compartiment à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société ou à ceux d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Loi du 13 février 2007 (le cas échéant, lorsque cela est possible) ou de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telles que modifiées, ou à ceux d'un compartiment d'un tel autre organisme de placement collectif (le «nouveau compartiment») et de requalifier les actions de la ou des classe(s) concernée(s) en actions du nouveau compartiment (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction d'actions due aux actionnaires). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus au premier paragraphe du présent article (laquelle publication mentionnera, en outre, des informations sur le nouveau compartiment), un mois avant la date d'effet de l'apport afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat de leurs actions, sans frais, pendant cette période. Les actionnaires n'ayant pas demandé le rachat de leurs actions seront transférés de plein droit vers le nouveau compartiment.

**7. Art. 32. Dépositaire.** Remplacement, au paragraphe 1, de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 32, 1<sup>er</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt. Le Dépositaire aura les devoirs et responsabilités tels que prévus par la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif.

**8. Art. 33. Dissolution / Liquidation.** Remplacement, aux paragraphes 2 et 3, de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 33, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> paragraphe, se lira comme suit:

Si le capital social descendait sous le seuil des deux tiers (2/3) du capital minimum prévu par la Loi du 17 décembre 2010, la question de la dissolution de la Société serait présentée à l'assemblée générale des actionnaires par le conseil d'administration. L'assemblée générale des actionnaires, pour laquelle aucun quorum ne sera requis, décidera à la majorité simple des votes des actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires.

La question de la dissolution de la Société sera également présentée à l'assemblée générale des actionnaires si le capital social tombe sous le quart (1/4) du capital minimum prévu par la Loi du 17 décembre 2010. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra sans condition de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart (1/4) des votes des actions représentées à l'assemblée.

**9. Art. 34. Loi applicable.** Remplacement de toutes les références de la loi du 20 décembre 2002 avec la loi du 17 décembre 2010.

L'article 34 se lira comme suit:

Toutes les matières non régies par les présents statuts seront soumises aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi qu'aux lois et règlements applicables aux organismes de placement collectif luxembourgeois, notamment à la Loi du 17 décembre 2010.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le document ayant été lu aux personnes comparantes, elles ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. IKHTIAR, C. VALET, B. GOURDAIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 novembre 2011. Relation: LAC/2011/50687. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 novembre 2011.

Référence de publication: 2011158343/381.

(110184537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2011.

**Becton Dickinson Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 163.035.

In the year two thousand and eleven, on the twelfth day of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Becton Dickinson Bermuda L.P, a Bermuda partnership, having its registered office at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM12, Bermuda (the "Sole Shareholder");

represented here by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Becton Dickinson Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 163 035 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by the undersigned notary on 13 July 2011, not yet published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 29 September 2011, not yet published in the Mémorial.

II.- The 326,345,800 (three hundred twenty six million three hundred forty five thousand eight hundred) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:



## Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 29,156,104 (twenty nine million one hundred fifty six thousand one hundred four United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 326,345,800 (three hundred twenty six million three hundred forty five thousand eight hundred United States Dollars) to USD 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four United States Dollars) by the issuance of 29,156,104 (twenty nine million one hundred fifty six thousand one hundred four) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each subject to the payment of a global share premium in an amount of USD 262,404,930 (two hundred sixty two million four hundred four thousand nine hundred thirty United States Dollars), of which USD 2,915,610.40 (two million nine hundred fifteen thousand six hundred ten point forty United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting of shares in Becton Dickinson Netherland Holdings B.V.;

3. Subscription and payment by Becton Dickinson Bermuda L.P. of the 29,156,104 (twenty nine million one hundred fifty six thousand one hundred four) new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

### *First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

### *Second resolution:*

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 29,156,104 (twenty nine million one hundred fifty six thousand one hundred four United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 326,345,800 (three hundred twenty six million three hundred forty five thousand eight hundred United States Dollars) to USD 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four United States Dollars) by the issuance of 29,156,104 (twenty nine million one hundred fifty six thousand one hundred four) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each (the "New Shares"), to be fully paid up through a contribution in kind as described below (the "Contribution"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 262,404,930 (two hundred sixty two million four hundred four thousand nine hundred thirty United States Dollars) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), out of which USD 2,915,610.40 (two million nine hundred fifteen thousand six hundred ten United States Dollars and forty cents) shall be allocated to the legal reserve.

### *Third resolution:*

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution as described below.

### *Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal who declares to subscribe to the New Shares. The New Shares and the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution as described below.

### *Description of the Contribution*

The Contribution made by the Sole Shareholder, in exchange of the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of 50,000 (fifty thousand) shares in Becton Dickinson Netherland Holdings B.V., a private limited liability company, organized and existing under the laws of the Netherlands, having its corporate seat in Etten-Leur, the Netherlands, with its registered address at Bredaseweg 185, 4872 LA Etten-Leur, the Netherlands, and registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce for Zuidwest-Nederland under number 53226615 (the "Target Company"), representing 100% of the total outstanding shares of the Target Company.

### *Valuation*

The Contribution is valued at USD 291,561,034 (two hundred ninety one million five hundred sixty one thousand thirty four United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 12 October 2011 and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

*Evidence of the Contribution's existence*

A proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges this.

*Managers' intervention*

Thereupon intervene:

- a) Peter De Rycker, manager of category A, with professional address at 11, rue Aristide Bergès, BP 4, 38801 Le Pont-de-Claix, France;
- b) Stefaan De Boeck, manager of category A, with professional address at 86 Erembodegem-Dorp, 9320 Erembodegem, Belgium;
- c) Julie Arnold, manager of category A, with professional address at Danby Building, Edmund Halley Road, Oxford, OX4 4DQ, England;
- d) William Allan, manager of category A, with professional address at Tullastraße 8-12, 69126 Heidelberg, Germany;
- e) Johanna van Oort, manager of category B, with professional address at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- f) Nedim Görel, manager of category B, with professional address at 1315 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

all represented here by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

*Fourth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Becton Dickinson Bermuda L.P.: 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four) shares.

The notary acts that the 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

*Fifth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four United States Dollars), represented by 355,501,904 (three hundred fifty five million five hundred one thousand nine hundred four) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.”

No other amendment is to be made to this article.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the Contribution, have been estimated at about seven thousand Euros (7,000.- EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le douze d'octobre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Becton Dickinson Bermuda L.P., une société des Bermudes, ayant son siège social sis à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM12, Bermudes (l'«Associé Unique»);

ici dûment représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Becton Dickinson Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 163 035 (la «Société»), constituée par acte notarié du notaire soussigné du 13 juillet 2011, non encore publié au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" ("Mémorial"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné le 29 septembre 2011, non encore publié au Mémorial.

II.- Que les 326.345.800 (trois cent vingt-six millions trois cent quarante-cinq mille huit cent) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 29.156.103 USD (vingt-neuf millions cent cinquante-six mille cent trois Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 326.345.800 USD (trois cent vingt-six millions trois cent quarante-cinq mille huit cent Dollars Américains) à 355.501.904 USD (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre Dollars Américains) par l'émission de 29.156.104 (vingt-neuf millions cent cinquante-six mille cent quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 262.404.930 USD (deux cent soixante-deux millions quatre cent quatre mille neuf cent trente Dollars Américains) dont un montant de 2.915.610,40 USD (deux millions neuf cent quinze mille six cent dix Dollars Américains et quarante cents) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être libéré par apport en nature des parts sociales de la société Becton Dickinson Netherland Holdings B.V.;

3. Souscription et paiement par Becton Dickinson Bermuda L.P. des 29.156.104 (vingt-neuf millions cent cinquante-six mille cent quatre) nouvelles parts sociales par voie d'apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

#### *Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

#### *Deuxième résolution:*

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société, d'un montant de 29.156.103 USD (vingt-neuf millions cent cinquante-six mille cent trois Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 326.345.800 USD (trois cent vingt-six millions trois cent quarante-cinq mille huit cent Dollars Américains) à 355.501.904 USD (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre Dollars Américains) par l'émission de 29.156.104 (vingt-neuf millions cent cinquante-six mille cent quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), le tout devant être entièrement libéré par voie d'apport en nature tel que définis ci-après (l'«Apport») moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 262.404.930 USD (deux cent soixante-deux millions quatre cent quatre mille neuf cent trente Dollars Américains) à verser sur le compte de prime d'émission de la Société (la «Prime d'Emission») dont un montant de 2.915.610,40 USD (deux millions neuf cent quinze mille six cent dix Dollars Américains et quarante cents) sera alloué à la réserve légale.

#### *Troisième résolution:*

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission au moyen de l'Apport décrit ci-dessous.

### *Intervention - Souscription - Paiement*

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par M. Régis Galiotto, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé et déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. Les Nouvelles Parts Sociales et la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par l'Apport décrit ci-après.

### *Description de l'Apport*

L'Apport fait par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et de le paiement de la Prime d'Emission, est composé de 50.000 (cinquante mille) parts sociales de Becton Dickinson Netherland Holdings B.V., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois de Pays-Bas, ayant son siège social sis à Etten-Leur, Pays-Bas, ayant son adresse sise à Bredaseweg 185, 4872 LA Etten-Leur, Pays-Bas, et enregistrée au Registre de la Chambre de Commerce de Zuidwest-Nederland sous le numéro 53226615 (la «Société Apportée»), représentant 100% du total des parts sociales émises par la Société Apportée.

### *Evaluation*

L'Apport s'élève à 291.561.034 USD (deux cent quatre-vingt-onze millions cinq cent soixante et un mille trente-quatre Dollars Américains).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 12 octobre 2011, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

### *Preuve de l'existence de l'Apport*

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

### *Intervention des gérants*

Interviennent ensuite:

a) Peter De Rycker, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise au 11, rue Aristide Bergès, BP 4, 38801 Le Pont-de-Claix, France;

b) Stefaan De Boeck, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à 86 Erembodegem-Dorp, 9320 Erembodegem, Belgique;

c) Julie Arnold, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à Danby Building, Edmund Halley Road, Oxford, OX4 4DQ, Angleterre;

d) William Allan, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle sise à Tullastraße 8-12, 69126 Heidelberg, Allemagne;

e) Johanna van Oort, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle sise à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

f) Nedim Görel, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle sise à 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

tous représentés par M. Régis Galiotto, en vertu d'une procuration sous seing privé contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, engagés juridiquement en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, consentent expressément avec la description de l'Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

### *Quatrième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionariat de la Société est désormais composé de:

- Becton Dickinson Infusion Therapy Systems Inc.: 355.501.904 (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre) parts sociales.

Le notaire témoigne que les 355.501.904 (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre) parts sociales représentant le capital social total de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

### *Cinquième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et l'Apport ayant été entièrement libéré, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 355.501.904 USD (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre Dollars Américains) représenté par 355.501.904 (trois cent cinquante-cinq millions cinq cent un mille neuf cent quatre) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollars Américain) chacune.»

Aucune autre modification ne sera faite à cet article.

### Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à sept mille Euros (7.000,-EUR).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour figurant en tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la partie comparante, ce mandataire de la partie comparante a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46147. Reçu soixante-quinze euros (75,-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Référence de publication: 2011163091/256.

(110189673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2011.

## **WAVE Private Equity SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 164.909.

### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den fünfundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtwohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

Sind erschienen:

- 1) Hannoversche Lebensversicherung AG, Aktiengesellschaft, mit Sitz in D30177 Hannover, VHV Platz 1, hier vertreten durch Frau Sabine RAACH, Bankangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, (handelnd als Bevollmächtigte der WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.), aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt am 17. November 2011.
- 2) VHV Allgemeine Versicherung AG, Aktiengesellschaft, mit Sitz in D-30177 Hannover, VHV Platz 1, hier vertreten durch Frau Sabine RAACH, Bankangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, (handelnd als Bevollmächtigte der WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.), aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt am 17. November 2011.

Die erteilten Vollmachten, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft "société anonyme", die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

### **Titel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck**

**Art. 1. Name.** Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft („société anonyme“) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) mit dem Namen „WAVE Private Equity SICAV-SIF“ (im Folgenden auch „Gesellschaft“ genannt).

**Art. 2. Geschäftssitz.** Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Aktionärsversammlung, welche unter den für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen entscheidet. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so wird der Beschluss zur Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg durch den Alleinaktionär getroffen.

**Art. 3. Laufzeit.** Vorbehaltlich Artikel 34 wird die Gesellschaft für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

**Art. 4. Geschäftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Bankguthaben, in Zielfonds, Dachfonds, Immobilien, Immobiliengesellschaften, Forderungen, Derivate oder sonstige Vermögenswerte mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) zulässig ist.

## **Titel II. Kapital - Teilfonds - Aktien - Nettoinventarwert**

### **Art. 5. Kapital.**

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, das sich aus der Addition der Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 31.000, (einunddreißigtausend Euro) und besteht aus 31 (einunddreißig) Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,-(eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

**Art. 6. Teilfonds, Aktienklassen.** Der Verwaltungsrat kann jederzeit einen oder mehrere Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 bilden, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft darstellen. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds ein spezifisches Anlageziel festsetzen sowie gegebenenfalls jedem Teilfonds eigene spezifische Anlagebeschränkungen bzw. spezifische Merkmale zuteilen.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Die Gesellschaft ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit dem Anlageziel des betreffenden Teilfonds gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden, unterscheiden.

### **Art. 7. Form der Aktien.**

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Sie werden ohne Nennwert ausgegeben, eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht.

Alle von der Gesellschaft in den jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt unter Berücksichtigung der in Artikel 14 getroffenen Bestimmungen durch eine schriftliche Übertragungserklärung an die Gesellschaft, datiert und von dem Käufer und dem Veräußerer beziehungsweise von deren bevollmächtigten Personen unterzeichnet, und deren Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann nach Rücksprache mit beiden Parteien auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 14 frei übertragbar.

(2) Soweit und solange die Aktien voll eingezahlt sind, ist der Aktionär gemäß dieser Satzung zur Einlage oder sonstigen Zahlung darüber hinausgehenden Kapitals nicht verpflichtet.

(3) Die Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.



(4) Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

(5) Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilsmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

#### **Art. 8. Ausgabe und Umtausch von Aktien.**

(1) Aktien werden nur an Institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes von 2007 ausgegeben. Aktien dürfen nicht ausgegeben werden, wenn infolge der Ausgabe Aktien (i) von US-Personen, (ii) von Nicht-Institutionellen Investoren, oder (iii) von natürlichen Personen gehalten würden.

(2) Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft gem. Artikel 16 ausgesetzt ist, keine Aktien dieser Teilfonds aus.

Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einen Antrag auf Zeichnung gestellt haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts des(r) betroffenen Teilfonds ausgegeben.

(3) Während der vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festgelegten Erstemissionsphase oder am Erstausgabetag werden die Aktien der jeweiligen Teilfonds zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospekt („PPM“) veröffentlichten Preis ausgegeben. Nach Ablauf der Emissionsphase oder nach dem Erstausgabetag entspricht der Preis dem Nettoinventarwert je Aktie des betreffenden Teilfonds, der gemäß Artikel 15 am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird. Der Ausgabepreis kann sich durch einen gegebenenfalls anfallenden Ausgabeaufschlag erhöhen.

(4) Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden leitenden Angestellten der Gesellschaft oder andere Unternehmen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien auszugeben.

(5) Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Sacheinlagen ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

(6) Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien in einem Teilfonds und/oder Aktienklasse, falls vorhanden, in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umwandeln zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Teilfonds und/oder Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Aktien zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit sowie die Bedingungen und Beschränkungen im PPM erwähnt werden.

(7) Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert je Aktie der zwei betreffenden Teilfonds/ Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(8) Aktien, die in Aktien eines anderen Teilfonds/einer anderen Aktienklasse umgewandelt worden sind, werden annulliert.

#### **Art. 9. Zahlungszusagen.**

(1) Der Verwaltungsrat, sowie von diesem hierfür bevollmächtigte Personen, können im Rahmen des PPMs nach ihrem alleinigen Ermessen Zahlungszusagen von Anlegern, die als Qualifizierte Investoren gelten, annehmen oder ablehnen.

(2) Zahlungszusagen sind entweder sofort in einem Betrag oder nach Abruf in Teilbeträgen zahlbar; Näheres regelt der nachfolgende Artikel 10.

#### **Art. 10. Kapitalabrufe.**

(1) Die Gesellschaft ist berechtigt, die von jedem Anleger abgegebene Zahlungszusage innerhalb des im PPM näher bezeichneten Bindungszeitraums entweder in einem Betrag oder in mehreren Teilbeträgen gegen Ausgabe der entsprechenden Anzahl von vollständig eingezahlten Aktien abzurufen. Den Zeitpunkt für den Kapitalabruf bestimmt der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen in Abhängigkeit von der Investitionstätigkeit der Gesellschaft. Die Gesellschaft versendet vor jedem Kapitalabruf eine Kapitalabrufmitteilung an die Aktionäre mit der Aufforderung, den entsprechenden Betrag per Überweisung zu zahlen. Daraufhin ist dieser Geldbetrag gemäß dem PPM einzuzahlen und die entsprechende Anzahl von Aktien wird dem betreffenden Anleger zugeteilt (jeder dieser Kapitalabrufvorgänge wird als „Kapitalabruf“ bezeichnet).

(2) Die Kapitalabrufe erfolgen jeweils pro Teilfonds pro rata zu den Zahlungszusagen eines jeden Aktionärs. Die Kapitalabrufe entsprechen einem bestimmten Prozentsatz der gesamten Zahlungszusagen der Aktionäre, welcher von der Gesellschaft nach ihrem alleinigen Ermessen festgelegt wird. Die Gesellschaft kann Zahlungszusagen anders als vorstehend

beschrieben abrufen, sofern sie dies für notwendig oder ratsam erachtet, um beispielsweise steuerliche, aufsichtsrechtliche oder sonstige für die Gesellschaft oder einen Aktionär bestehende Anforderungen zu erfüllen.

(3) Während der Erstemissionsphase erfolgt die Ausgabe von Aktien zu dem Erstemissionspreis. Nach der Erstemissionsphase erfolgt die Ausgabe von neuen Aktien zum zuletzt verfügbaren Anteilswert.

(4) Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwertes ausgesetzt ist, keine Aktien aus.

#### **Art. 11. Säumiger Aktionär.**

(1) Ein Aktionär, der nicht fristgerecht einer Kapitalabrufmitteilung nachkommt (ein „Säumiger Aktionär“), ist zur Zahlung einer Verzinsung in Höhe des im PPM festgelegten Zinssatzes auf den nicht fristgerecht eingezahlten Betrag verpflichtet; der betreffende Säumige Aktionär hat zudem die Kosten der tatsächlich angefallenen Refinanzierung zu tragen. Die angefallenen Zinsen werden dem Säumigen Aktionär in Rechnung gestellt und werden ggf. mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös der Gesellschaft verrechnet. Der Säumige Aktionär haftet darüber hinaus auch für alle Folgeschäden, die ebenfalls mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös der Gesellschaft verrechnet werden können.

(2) Wenn ein solcher Verzug nicht innerhalb der im PPM vorgesehenen Frist behoben wird, kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und im Einklang mit dem PPM bestimmen, welche Maßnahmen gegenüber dem Säumigen Aktionär und den von ihm gehaltenen Aktien ergriffen werden.

(3) Solche Maßnahmen müssen im Einklang mit den anwendbaren Luxemburger Gesetzen stehen, schließen jedoch weitere durch das Luxemburger Recht vorgesehene Maßnahmen nicht aus, so dass die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der anderen Aktionäre auch gesetzliche Maßnahmen gegen einen Säumigen Aktionär ergreifen kann.

#### **Art. 12. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme.**

(1) Der Verwaltungsrat bestimmt, ob und gegebenenfalls unter welchen Bedingungen für den jeweiligen Teilfonds die Rücknahme von Aktien auf Verlangen der Aktionäre möglich ist. Dies findet Erwähnung im PPM.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat aus eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien eines oder mehrerer Teilfonds beschließen. Der Entschluss zum Rückkauf ist für alle Aktionäre der betroffenen Teilfonds bindend und wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Gesellschaft die eingetragenen Aktionäre der betroffenen Teilfonds rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Verfahren zur Berechnung des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

(3) Sofern die Rücknahme von Aktien für die Teilfonds erlaubt ist, gelten diesbezüglich nachfolgende Bestimmungen, falls der Verwaltungsrat nichts anderes verfügt:

a) Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei einer Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie des jeweils betreffenden Teilfonds zum nächsten Bewertungstag nach Erhalt des Rücknahmeantrages durch die Gesellschaft. Der Rückkaufpreis kann sich gegebenenfalls um einen vom Verwaltungsrat bestimmten und im PPM aufgeführten Rücknahmehabschlag vermindern.

b) Bei erheblichen Rücknahmeanträgen oder falls nicht genügend liquide Mittel vorhanden sind, kann die Gesellschaft den Rückkauf gegebenenfalls unter den im PPM aufgeführten Bedingungen verzögern.

c) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 16 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

d) Aktien, die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

e) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb einer Frist, welche für jeden Teilfonds im PPM aufgeführt ist, gezahlt; eine Sachauskehrung ist ausgeschlossen.

**Art. 13. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte. Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-Institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt – und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert –, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können,

ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-Institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. Nicht-Institutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-Institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff „US-Person“ steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde – unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz –, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als „US-Personen“ definierten Personen zugeschrieben wird.

Der Begriff „US-Person“ schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff „Nicht-Institutioneller Investor“, so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als „Institutionelle Investoren“ im Sinne des Gesetzes von 2007, gelten. Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

#### **Art. 14. Übertragung von Aktien.**

(1) Die Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in folgendem Absatz 2 frei übertragbar und die Verfügung über Aktien bedarf weder der Zustimmung des Verwaltungsrats noch der übrigen Aktionäre. Verfügung ist insbesondere der Verkauf bzw. die Übertragung, der Tausch, der Transfer und die Abtretung der gesamten oder eines Teils der Beteiligung. Verfügt ein deutsches Versicherungsunternehmen über Aktien oder Kapitalzusagen, so ist jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das deutsche Versicherungsunternehmen nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung des deutschen Versicherungsunternehmens und des Erwerbers). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für das deutsche Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über. Ein deutsches Versicherungsunternehmen in diesem Sinne ist ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine deutsche Pensionskasse, ein deutsches Versorgungswerk sowie jeder andere deutsche Rechtsträger, der hinsichtlich seiner Vermögensanlage den Grundsätzen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes und der Anlagerverordnung oder ähnlichen gesetzlichen Anforderungen unterliegt oder sich diesen Regeln freiwillig unterworfen hat.

(2) Über Aktien kann nicht wirksam verfügt werden, wenn infolge der Verfügung Aktien (i) von US-Personen, (ii) von mehr als 100 Investoren, (iii) von Nicht-Institutionellen-Investoren oder (iv) von natürlichen Personen gehalten werden würden.

(3) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens, einer deutschen Pensionskasse oder eines sonstigen Investors gehören, der gemäß des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder einer anderen Vorschrift gesetzlich zur Bestellung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich einer solchen Verpflichtung freiwillig unterwirft, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

#### **Art. 15. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.**

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds wird in der jeweiligen Teilfondswährung, welche der Verwaltungsrat festlegt, ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf den nächsten vollen Betrag auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von dem entsprechenden Teilfonds gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. der Teilfonds können bestehen aus:

a) auf den Namen der Gesellschaft bzw. des Teilfonds eingetragenen Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;

b) Gesellschaftsanteilen oder börsennotierten Wertpapieren; c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;

d) Geldmarktinstrumenten;

e) von der Gesellschaft bzw. den Teilfonds gehaltenen Zielfondsanteilen und sonstigen Investmentanteilen;

f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;

g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft bzw. den Teilfonds befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;

h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;

i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(3) Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zu dem von den Immobiliensachverständigen ermittelten Wert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet, sofern nichts Gegenteiliges im PPM festgelegt ist.

b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben.

c) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

d) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein „Geregelter Markt“), werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet.

e) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres geschätzten Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben sorgfältig ermittelt wird.

f) Zielfonds-bzw. Investmentanteile, welche keine Private Equity Anlagen sind, werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet. Falls für Zielfonds-bzw. Investmentanteile die Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden bzw. kein formal abgeschätzter Nettoinventarwert vorliegt oder nach Ermessen des Verwaltungsrats Grund zur Annahme besteht, dass der letzte verfügbare Nettoinventarwert nicht mehr marktgerecht ist, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben unter Anwendung von allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festlegt. Sofern Zielfonds-bzw. Investmentanteile börsennotiert sind, wird der letzte bekannt gegebene Tageskurs zugrunde gelegt.

g) Falls nichts Gegenteiliges im PPM festgelegt ist, werden Private Equity Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind oder die nicht an einem Geregelten Markt gehandelt werden, mit deren Anschaffungskosten bewertet. Die Anschaffungskosten werden um Veränderungen, wie diese sich aus dem letzten am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds zur Verfügung stehenden Monats, Quartals-, Zwischen- oder Jahresabschlussbericht der Private Equity Anlagen ergeben oder wie sie von Seiten der Private Equity Manager genannt werden, unter Berücksichtigung der nachfolgenden Cashflows, fortgeschrieben. Soweit Anlagen durch Tochtergesellschaften erfolgen, wird zur Berechnung dieser Beteiligungen unmittelbar auf den Wert, der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Schulden der Tochtergesellschaften abgestellt (Vollkonsolidierung).

h) Optionsrechte und Terminkontrakte, die zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einem anderen organisierten Markt einbezogen sind, werden mit den jeweils zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börsen oder Märkte bewertet.

i) OTC-Derivate werden auf Basis einer von dem Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Grundsätze von Treu und Glauben und allgemein anerkannter, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarer Bewertungsmethoden bewertet.

j) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder wenn solche Preise nicht erhältlich sind oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend vom Verwaltungsrat bestimmter allgemein anerkannter Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in der jeweiligen Teilfondswährung ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in die jeweilige Teilfondswährung umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen allgemein anerkannten Bewertungsmethode gestatten, wenn er der begründeten Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

Des Weiteren können für spezifische Teilfonds zusätzliche oder abweichende Bewertungsregeln vom Verwaltungsrat bestimmt werden. Diese werden, falls vorhanden, auf Ebene des jeweiligen Teilfonds im PPM erwähnt. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(4) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds umfassen:

- a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);
- b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltung);
- d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds ausgewiesenen Ausschüttungen;
- e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rückstellungen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rückstellung in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds ansieht;
- f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. Teilfonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(5) Im Sinne dieses Artikels 15 gilt:

- a) Aktien, welche gemäß Artikel 12 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermassen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.
- b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.
- c) Sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.
- d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,
  - (i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;
  - (ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der jeweilige Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des Teilfonds ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände des Teilfonds aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt.

Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Regelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

e) Sich auf einen Teilfonds beziehende Nettovermögenswerte bezeichnen diejenigen Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, abzüglich der diesem Teilfonds zurechenbaren Verbindlichkeiten. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit von der Gesellschaft als einem Teilfonds nicht zurechenbar betrachtet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten, die sich auf die Gesellschaft als Ganzes beziehen oder anteilig allen betreffenden Teilfonds nach deren Netto-Teilfondsvermögen zugerechnet.

f) Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

g) Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie, welche vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie beauftragt hat, getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre der Gesellschaft bindend.



(6) Besonderheiten ergeben sich für die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie, wenn mehrere Aktienklassen eingerichtet worden sind:

a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt in diesem Fall gemäß den in diesem Artikel 15 aufgeführten Wertansätzen für jede Aktienklasse separat;

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Wert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

**Art. 16. Häufigkeit und Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Aktien.** Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt in der Frequenz, wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird, und im PPM auf Ebene der betroffenen Teilfonds festgelegt ist; der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als „Bewertungstag“ bezeichnet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwertes je Aktie eines oder mehrerer Teilfonds und die Ausgabe, die Rücknahme, soweit relevant, und den Umtausch ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser anderer Umstände die Veräußerung der im Eigentum des(r) jeweiligen Teilfonds befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach begründeter Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht berechnet werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes (wie z.B. eines Zielfonds) des(r) jeweiligen Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwertes (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds aus Gründen, die der Verwaltungsrat nicht zu vertreten hat, nach den in Artikel 15 dargestellten Bewertungsmaßstäben nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit dem Kauf oder Verkauf von Investitionen nach begründeter Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen, die der Verwaltungsrat nicht zu vertreten hat, nach den in Artikel 15 dargestellten Bewertungsmaßstäben nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die zeitweilige Einstellung der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

Die Gesellschaft informiert die betroffenen Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien des betroffenen Teilfonds gestellt haben, dementsprechend.

### **Titel III. Verwaltung und Überwachung**

**Art. 17. Verwaltungsratsmitglieder.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die jeweilige Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens sechs Jahre. Die Wiederwahl ist zulässig. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, auf einer Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

**Art. 18. Verwaltungsratssitzungen.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen



verfasst. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst, aber nie gegen das Votum des Verwaltungsratsvorsitzenden. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme. Wesentliche Entscheidungen, insbesondere Investmententscheidungen, bedürfen stets der Einstimmigkeit.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens zwei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden, stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Brief, Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

**Art. 19. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der allgemeinen und teilfondspezifischen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 22 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

**Art. 20. Unterschriftbefugnis.** Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

**Art. 21. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

**Art. 22. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.** Der Verwaltungsrat hat umfassende Befugnisse, die Gesellschaft zu verwalten und zu führen. Er legt für jeden Teilfonds die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im PPM festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen fest.

Der Verwaltungsrat kann die im PPM für jeden Teilfonds festgelegte Anlagepolitik mit Zustimmung aller Aktionäre des jeweiligen Teilfonds ändern.

**Art. 23. Investmentberater, Investmentmanager.** Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Investmentmanager mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen. Der Investmentmanager bestimmt, unter Aufsicht des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte der Teilfonds, für die er ernannt wurde. Der Investmentmanager muss die Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche im PPM festgelegt sind) beachten.

Der Verwaltungsrat kann Investmentberater mit der Anlageberatung der Gesellschaft oder verschiedener Teilfonds betrauen. Anlageberatung beinhaltet die Auswertung und Empfehlung von passenden Anlageinstrumenten. Sie beinhaltet jedoch keine direkten Anlageentscheidungen.

**Art. 24. Kosten und Gebühren.** Die Gesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

- Gebühren der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, sowie der Register- und Transferstelle, sowie den auf diese Gebühren gegebenenfalls anfallenden Steuern;
- Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere ggf. anfallende Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen, bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des jeweiligen Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Wertpapieren im Ausland;
- Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens entstehen;
- Alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungskosten, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Teilfonds notwendigerweise anfallen;
- Die Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien;
- Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;
- Kosten für Rechts- und Steuerberatung, die dem Fonds entstehen, sowie die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute, die durch Einstimmung des Verwaltungsrats bestimmt und gemeinsam in Abstimmung mit dem Aktionär ausgewählt wurden, sowie Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung von Rechtsansprüchen des Teilfonds einschließlich marken- und wettbewerbsrechtlicher Fragestellungen;
- Kosten des Wirtschaftsprüfers;
- Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des PPMs, der Satzung, der Jahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien des jeweiligen Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen;
- Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten des Fonds, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrats, anderer Gremien des Fonds sowie andere Personalkosten; eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates sowie anderer Gremien des Fonds, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;
- Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren, gegebenenfalls Mietkosten von Bürofläche;
- Die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden, sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds;
- Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;
- Kosten, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren;
- Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen notwendigerweise anfallen;
- notwendige Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden;
- notwendige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen, sofern durch den einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrats festgestellt, die notwendigen Kosten für das Rating von Vermögensgegenständen, insbesondere das Emittentenrating von verzinslichen Wertpapieren;
- Vom Fonds bzw. seinen Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten);

- Alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

- Marktübliche Gebühren und Courtagen, die im Bereich der Immobilienverwaltung anfallen, insbesondere Ankaufgebühren, Verkaufgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren;

- Kosten für die Beauftragung von Stimmrechtsbevollmächtigungen bzw. die Ausübung von Stimmrechten auf Hauptversammlungen, sowie Kosten für die Vertretung von Aktionärs- und Gläubigerrechten;

- Kosten zur Analyse des Anlageerfolges durch Dritte, sowie Kosten für die Performance-Attribution.

Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien.

Die von der Gesellschaft getragenen Gründungskosten werden nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Auflegungsdatum der Gesellschaft über drei Jahre hinweg abgeschrieben. Die bei Auflegung der Gesellschaft entstehenden Kosten werden von den Gründungskosten gedeckt. Die Gründungskosten können zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds auf Basis ihrer jeweiligen Kapitalverpflichtungen während eines Zeitraums und nach einem Schlüssel, der vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Basis erstellt wird, verteilt werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass jeder Teilfonds seine unmittelbaren und dem betreffenden Teilfonds zurechenbaren Gründungs- und Auflegungskosten selbst trägt.

Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können die Gesellschaft bzw. die einzelnen Teilfonds auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen. Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich gegebenenfalls anfallender Mehrwertsteuer.

**Art. 25. Interessenkonflikte.** Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet. Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der übrigen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

**Art. 26. Freistellung und Entschädigung.** Die Gesellschaft wird gegebenenfalls aus dem Vermögen der Gesellschaft oder gegebenenfalls des betroffenen Teilfonds die Verwaltungsratsmitglieder, die Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitender Angestellten oder Mitarbeiter oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Investmentberaters und der weiteren Dienstleister bestimmt sich nach den Vorschriften der einschlägigen Verträge.

**Art. 27. Wirtschaftsprüfer.** Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als „réviseurs d'entreprises agréés“ qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

#### **Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr Ausschüttungen**

**Art. 28. Vertretung.** Die Gesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt, durch die Versammlung aller Aktien in einer Hand, einen einzigen Aktionär haben. Das Ableben oder die Auflösung des einzigen Aktionärs hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Falls die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Aktionärsversammlung die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds eingreifen. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser Aktionär die Befugnisse der Aktionärsversammlung aus.

**Art. 29. Aktionärsversammlungen.** Die ordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg, am dritten Donnerstag des Monats Juni um elf Uhr statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht geöffnet sind, wird die ordentliche Aktionärsversammlung am ersten darauffolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die ordentliche Aktionärsversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Andere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

Die vom Gesetz festgesetzten Quorum und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Aktionärsversammlung maßgebend, insofern nichts anderes in dieser Satzung festgelegt ist. Die Aktionärsversammlungen werden vom Verwaltungsrat durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen.

Die Einberufung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form. Die Tagesordnung wird von dem Verwaltungsrat vorbereitet, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund der vom Gesetz vorgesehenen schriftlichen Anfrage von Aktionären statt; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Falls alle Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Geschäfte, die bei einer Aktionärsversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind) sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang aufkommen, es sei denn, alle Aktionäre einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Aktionärsversammlungen teilnehmen zu können.

Bei Angelegenheiten, welche die Gesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre der Gesellschaft gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Angelegenheiten, die nur einen oder mehrere Teilfonds betreffen. Auch falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

**Art. 30. Vertretungen und Mehrheitserfordernisse.** Jede Aktie berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/ einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei der Aktionärsversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionär zu sein braucht und welche ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Schriftform oder in Form eines Telegramms, Telefax, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erfolgen.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 31. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung aller Teilfonds aufgestellt.

**Art. 32. Dividenden und Ausschüttungen.** Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in der jeweiligen Teilfondswährung als Geldleistung; eine Sachauskehrung, insbesondere eine physische Lieferung von Edelmetallen und Waren, ist ausgeschlossen. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

## Titel V. Schlussbestimmungen

**Art. 33. Depotbank.** Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen. Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

**Art. 34. Beendigung.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 36 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

**Art. 35. Liquidation.** Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft/ Teilfonds wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt. Eine Sachauskehrung, insbesondere eine Lieferung von Edelmetallen und Waren, findet nicht statt.

Der Liquidationserlös, der von Aktionären nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös.

### Art. 36. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

(1) Die Versammlung der Aktionäre eines Teilfonds hat das Recht, jederzeit die Auflösung des entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft oder dessen Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einer anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) oder einem Teilfonds eines OGA zu beschließen.

(2) Ein solcher Beschluss wird mit einfacher Mehrheit der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst.

(3) Ein Beschluss der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds zur Auflösung eines Teilfonds oder zur Verschmelzung eines Teilfonds gemäß oben stehendem Absatz wird schriftlich den Aktionären des von der Auflösung betroffenen Teilfonds oder des im Rahmen der Verschmelzung einzubringenden Teilfonds mitgeteilt und gegebenenfalls gemäß Bestimmung des Verwaltungsrats veröffentlicht.

(4) Ab dem Datum des Beschlusses betreffend die Auflösung bzw. der Verschmelzung des Fonds werden die voraussichtlich im Rahmen der Auflösung oder Verschmelzung anfallenden Kosten bei der Nettoinventarwertberechnung des entsprechenden Teilfonds berücksichtigt.

(5) In folgenden begrenzten Fällen kann die o.g. Auflösung oder Verschmelzung eines Teilfonds vom Verwaltungsrat gefasst werden:

a) Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten;

b) Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als sinnvoll erscheint, den Teilfonds weiterhin zu verwalten.

(6) Die o.g. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden den Aktionären in der oben beschriebenen Weise mitgeteilt. Der Beschluss der Verschmelzung eines Teilfonds wird einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Bei solchen kostenfreien Rücknahmen durch einen Aktionär wird der Rücknahmepreis gemäß den Fristen des Fonds, welche im PPM festgelegt sind, ausbezahlt.

(7) Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates werden die Rückkäufe von Aktien im Falle der Auflösung des Teilfonds eingestellt und die Vermögenswerte dieses Teilfonds realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und der entsprechende Netto-Liquidationserlös an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesem Teilfonds verteilt; eine Sachauskehrung findet nicht statt, insbesondere keine physische Lieferung von Edelmetallen oder Waren.

(8) Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Auflösungsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.



(9) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds/ OGA getauscht werden. Ein solcher Umtausch erfolgt auf der Grundlage des am festgelegten Umtauschtag festgestellten Nettoinventarwertes der Aktien der auszutauschenden Teilfonds/ OGA. Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt gegen Rückgabe der Aktien des oder der einzubringenden Teilfonds.

(10) Die Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Gesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

**Art. 37. Änderungen der Satzung.** Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden.

**Art. 38. Massgebliches Recht.** Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz von 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

#### *Übergangsbestimmungen*

- (1) Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.
- (2) Die erste ordentliche Aktionärsversammlung wird im Jahre 2012 stattfinden.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

- 1) Hannoversche Lebensversicherung AG, vorgeannt: Zwanzig Aktien 20 Aktien
- 2) VHF Allgemeine Versicherung AG, vorgeannt: Elf Aktien 11 Aktien

Total: 31 (einunddreissig) Aktien im Wert von 31.000,00 Euro (einunddreissigtausend Euro)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt 31.000,00 Euro (EUR Einunddreißigtausend). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Gründungskosten*

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf EUR 4.000,- veranschlagt.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert, über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Oben angeführte Person, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgesetzt. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Ulrich Schneider, geboren in Flensburg (D), am 01.11.1964 beruflich ansässig in D-30177 Hannover, VHV-Platz1;
- Frau Sabine Büchel, geboren in Mettlach (D), am 19.10.1965 beruflich ansässig in L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent;
- Herr Hermann Knödgen, geboren in Bruch (D), am 13.01.1967 beruflich ansässig in L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent;

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2012.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

- KPMG Luxembourg, société à responsabilité limitée; 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS Luxembourg B 149133.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2012.

III. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt, die nach Verlesung und Erklärung aller Vorstehenden gegenüber dem Erschienenen, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, von dem Erschienenen vor dem Notar unterschrieben wurde.

Gezeichnet: S. RAACH und H. HELLINCKX.



Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2011. Relation: LAC/2011/52616. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 29. November 2011.

Référence de publication: 2011163013/777.

(110189622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2011.

### **NEO-DEV S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9942 Basbellain, 12, rue Schmänneweg.

R.C.S. Luxembourg B 165.062.

### **STATUTS**

L'an deux mil onze, le trente novembre.

Pardevant Maître Reuter, notaire de résidence à Pétange.

#### **ONT COMPARU**

1. La société de droit suisse «PATBEL Suisse», établie et ayant son siège social à CH-1470 FOREL, 150 route de la Condamine, représentée par Monsieur Pierre DEVENTER, licencié en sciences économiques appliquées, né le 24 août 1957 à Charleroi (Belgique), demeurant à L-8047 Strassen, 56 rue de la Victoire.

2. Madame Laurence CASIER épouse COUSIN, graduée en Droit, née le 18 avril 1973 à Ixelles (Belgique), demeurant à B-6782 Bebangé, 56 rue du Panorama.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «NEODEV S.A.»

**Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Troisvierges, Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet le développement et l'exploitation d'une agence commerciale dans le domaine de la distribution, recommandation de solutions techniques et commerciales.

Elle conseille d'autres entreprises dans leur organisation, leur communication, et le marketing de leurs produits et marchés. Elle a aussi pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la réalisation et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utile à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Elle peut faire toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.-) représenté par TROIS CENT DIX (310) actions d'une valeur nominale de CENT (100) EUROS chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

#### **Titre II. - Administration, Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** A l'égard des tiers, la société se trouve engagée en toutes circonstances, y compris toute opération bancaire, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Tout ce qui relève de l'autorisation sur la gestion journalière de la société nécessite la signature de l'administrateur-délégué.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale - Assemblée Générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier vendredi du mois de mai à 15 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine 31 décembre 2011.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

#### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société de droit suisse «PATBEL Suisse», établie et ayant son siège social à CH-1470 FOREL, 150 route de la Condamine, représentée par Monsieur Pierre DEVENTER, licencié en sciences économiques appliquées, né le 24 août 1957 à Charleroi (Belgique), demeurant à L-8047 Strassen, 56 rue de la Victoire . . . . .	300 actions
2. Madame Laurence CASIER épouse COUSIN, graduée en Droit, née le 18 avril 1973 à Ixelles (Belgique), demeurant à B-6782 Bebang, 56 rue du Panorama . . . . .	10 actions
TOTAL . . . . .	310 actions

Toutes les actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un euros (31 000.-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Les parties soussignées déclarent avoir connaissance des dispositions légales existant en la matière et régissant les actions non entièrement libérées.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de 1600.-Euros. Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé les comparants au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité. Les parties comparantes déclarent et s'engagent spécialement et expressément à ne pas exercer d'activité sans disposer de toutes les autorisations administratives et autres.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- La société de droit suisse «PATBEL Suisse», établie et ayant son siège social à CH-1470 FOREL, 150 route de la Condamine, représentée par Monsieur Pierre DEVENTER, licencié en sciences économiques appliquées, né le 24 août 1957 à Charleroi (Belgique), demeurant à L-8047 Strassen, 56 rue de la Victoire, lequel a pouvoir de représenter la dite société et lequel est constitué représentant permanent de la dite société

- Monsieur Pierre DEVENTER, licencié en sciences économiques appliquées, né le 24 août 1957 à Charleroi (Belgique), demeurant à L-8047 Strassen, 56 rue de la Victoire

- Madame Laurence CASIER épouse COUSIN, graduée en Droit, née le 18 avril 1973 à Ixelles (Belgique), demeurant à B-6782 Bebange, 56 rue du Panorama

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société anonyme «ALPHACOMPTA, Fiduciaire CAP SUD Luxembourg S.A.» avec siège social à L-8047 Strassen, 56 rue de la Victoire, RCS Numéro B129.235.

4.- Est appelé à la fonction d'administrateur-délégué:

Madame Laurence CASIER épouse COUSIN, graduée en Droit, née le 18 avril 1973 à Ixelles (Belgique), demeurant à B-6782 Bebange, 56 rue du Panorama, est nommée administrateur-délégué. Elle est en outre nommée directeur des opérations journalières.

5.- Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué et commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

6.- Le siège social de la société est fixé à L-9942 BASBELLAIN, 12, Rue SCHMÄNNEWEG.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse du siège social statutaire de la société dans les limites autorisées par les dispositions légales.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: DEVENTER, CASIER, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 1<sup>er</sup> décembre 2011. Relation: EAC/2011/16120. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 02 décembre 2011.

Référence de publication: 2011167552/152.

(110193939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2011.

---

**LSEG DE Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 148.590.

---

Les comptes annuels au 31. Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168630/10.

(110195396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**TMA Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.**

---

The Board of Directors of JAPAN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., acting as management company to the Portfolio, is putting the Portfolio into liquidation as of December 9, 2011, due to the reception of a redemption request of all the units of TMA UMBRELLA FUND - TMA GO EUROPEAN FOCUS PORTFOLIO.

Luxembourg, December 9, 2011.

JAPAN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

*The Board of Directors*

Référence de publication: 2011168641/1232/10.

---

**Beam Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.012.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité 2.

R.C.S. Luxembourg B 124.112.

---

En date du 25 octobre 2011, l'associé unique de la société a pris la décision suivante:

- Election de Johannes Laurens de Zwart, né le 19 juin 1967 à s-Gravenhage, Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle le 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, à la fonction de Gérant de catégorie B avec effet au 25 octobre 2011 et pour une durée indéterminée.

A dater du 25 octobre 2011, le Conseil de Gérance est composé comme suit:

- Mr. Leo Anthony Mierzwicki, gérant de catégorie A;
- Mr. Kenton Raoul Rose, gérant de catégorie A;
- Mr. Robert van 't Hoeft, gérant de catégorie B;
- Mr. Marco Weijermans, gérant de catégorie B;
- Mr. Johannes Laurens de Zwart, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Beam Europe S.à.r.l.*

Robert van't Hoeft

*Gérant B*

Référence de publication: 2011151580/22.

(110176219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Aqua European Technologists S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 72.533.

---

**EXTRAIT**

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 Octobre 2011 que:

La société Venice Consulting S.A., (RCSL B86829) ayant siège social au 38, Avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg à été nommé administrateur de type A et administrateur délégué en remplacement de Sigma Fin International S.à.r.l.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 novembre 2011.

Référence de publication: 2011151042/14.

(110175901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Gribond S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 20.929.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Par jugement du 20 octobre 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme Gribond S.A., ayant eu son siège social à L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt et a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anne Loubet

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2011150928/16.

(110175563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2011.

---

**Agence Immobilière Hélène Grober, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8479 Eischen, 9, Cité Bettenwiss.

R.C.S. Luxembourg B 41.255.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011151015/15.

(110176030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**GSW-Wolff-Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 106.945.

—  
*Auszug aus der Schriftlichen Beschlussfassung des Verwaltungsrats im Umlaufverfahren vom 27. Oktober 2011*

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft GSW-WOLFF-LUXEMBOURG S.A. hat unter anderem folgenden Beschluss gefasst:

*Erster Beschluss*

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig, Herrn Volker LEERS, Geschäftsführer, geboren am 3.8.1967 in Amberg, Deutschland, beruflich ansässig in D-66117 SAARBRÜCKEN, Wilhelm-Heinrich-Straße 11, mit sofortiger Wirkung zum Delegierten des Verwaltungsrates zur täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft zu berufen.

*Feststellung des Adresswechsels von Herrn Mario Di STEFANO*

Darüber hinaus wurde der Gesellschaft durch Schreiben vom 26. Oktober 2011 des Mitglieds des Verwaltungsrats, Herr Mario DI STEFANO, angezeigt, dass Herr DI STEFANO seine berufliche Anschrift nach 2a, boulevard Joseph II, L-1840 LUXEMBOURG verlegt hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 28. Oktober 2011.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2011151229/23.

(110175686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Diamond I Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 105.433.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 4 novembre 2011*

- Le renouvellement du mandat d'Administrateur de MM. Ernst Krehan, Christian Mayer et Laurent Reiss jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2012, est approuvé.

- Le renouvellement du mandat de Deloitte S.A., 560 rue de Neudorf, Luxembourg, comme Réviseur d'Entreprise jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2012, est approuvé.

A la date du 4 novembre 2011, jour de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'administration est composé comme suit:

M. Ernst Krehan, Administrateur, demeurant professionnellement au 21-23, Untere Donaustrasse à A -1029 Vienne.

M. Christian Mayer, Administrateur, demeurant professionnellement au 16-18, Rotenturmstrasse à A -1010 Vienne.

M. Laurent Reiss, Administrateur, demeurant professionnellement au 96-98, rue du Rhône à CH-1211 Genève.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

*P.o. Le Conseil d'Administration.*

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.

*Domiciliaire*

André Jovet / Isabelle ASSERAY

*Director / Executive Director*

Référence de publication: 2011153647/24.

(110179187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2011.

---

**BT Broadband Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 71.594.

—  
Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011151083/9.

(110175879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**AAM International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 116.477.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 28 octobre 2011.

Référence de publication: 2011151023/10.

(110175747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**BCLI no. 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 164.096.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 4 novembre 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011151067/14.

(110176035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Sapore Del Sole S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 146.726.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunis à Luxembourg, le 4 mars 2011*

L'Assemblée réélit administrateurs pour un an:

M. Jacquot SCHWERTZER, demeurant à L-5362 Schrassig - catégorie A

Mme Nathalie MAIER, demeurant à L-5362 Schrassig - catégorie A

M. Marc SCHWERTZER, demeurant à L- 4890 Reckange/Mess - catégorie B

Mme Michelle LAMBERTY, demeurant à L-4980 Reckange/Mess - catégorie B

réélit commissaire pour un an:

La société Fiduplan S.A., ayant son siège social à L - 1635 Luxembourg, 87, Allée Léopold Goebel.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue immédiatement après l'Assemblée générale*

Le Conseil d'Administration élit M. Marc Schwertzer Président et nomme Mme Valérie Weber, comptable, fondée de pouvoir, et fixe les pouvoirs comme suit:

1. La société se trouve valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. En cas d'un administrateur de catégorie A et de catégorie B, la société est valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B. La société sera valablement engagée par la seule signature d'un administrateur dans le cadre de la gestion journalière pour des engagements ne dépassant pas cent mille euros (EUR 100.000).

2. Pour la gestion journalière des affaires: la société est engagée pour des obligations ne dépassant pas cent mille euros par la seule signature individuelle d'un administrateur.

La société est engagée pour des obligations ne dépassant pas quinze mille euros par la seule signature du fondé de pouvoir.

3. L'Assemblée Générale accepte la démission de M. Jean-Yves Colson, demeurant professionnellement à L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee en tant que délégué à la gestion journalière.

Jacquot SCHWERTZER

Administrateur

Référence de publication: 2011153915/30.

(110179204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2011.

---

**Belleville S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 49.542.

—  
Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011151071/12.

(110176281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Belt Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.456.

Les comptes annuels réctifiés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, et remplacent les comptes annuels au 31 décembre 2006 précédemment déposés au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 12 Mars 2010 sous la référence L100036634.05.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2011151072/13.

(110176018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Belt Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.456.

Les comptes annuels réctifiés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, et remplacent les comptes annuels au 31 décembre 2007 précédemment déposés au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 12 Mars 2010 sous la référence L100036636.05.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2011151073/13.

(110176031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Fondaco Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.128.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale Extraordinaire du 4 novembre 2011*

En date du 4 novembre 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé:

- de nommer, avec effet au 4 novembre 2011, Madame Sharon Hamlyn, Aubrey Capital Management Ltd, 22 Stafford Street, Edinburgh, EH3 7BD, en qualité d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2012.

Luxembourg, le 4 novembre 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Fondaco Lux S.A.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011151206/16.

(110176347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Logistic S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.156.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31.12.2010, tenue en date du 03 novembre 2011 que:

Suite aux démissions, en qualité d'Administrateurs de la société de:

- Monsieur Jürg BAUMANN,
- La société BLUE SEAS ADMINISTRATION LIMITED,
- La société DIZAME CONSULTING S.A..

Et suite à la démission, en qualité de Commissaire aux comptes de:

- H.R.T. Révision SA.

Sont élus, en qualité de nouveaux Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2012:

- Monsieur Jean-Marie NICOLAY, né le 17 février 1962 à Chimay (B), Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 20, rue Jean-Pierre Beicht, L-1226 Luxembourg.

- Monsieur Luciano COLLOT, né le 11 juin 1954 à Pieve di Soligo (I), Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 20, rue Jean-Pierre Beicht, L-1226 Luxembourg.

- La société IRMAN LUX S.A., représenté par Monsieur Jean-Marie NICOLAY, domiciliée au 20, rue Jean-Pierre Beicht, L-1226 Luxembourg.

Est élu, en qualité de nouveau Commissaire aux comptes, pour la même période:

- La société ASSOCIATED ADVISORS FIDUCIARY S.à r.l., domiciliée au 20, rue Jean-Pierre Beicht, L-1226 Luxembourg.

Le siège social de la société est transféré au 20, rue Jean-Pierre Beicht, L-1226 Luxembourg.

Luxembourg, le 09 novembre 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011153787/31.

(110179164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2011.

---

**Blakeney Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.637.

Le Bilan au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2011.

Référence de publication: 2011151075/10.

(110175873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**BlueBay Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.020.

Le Bilan au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011151077/10.

(110175884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**BlueBay Structured Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.083.

Le Bilan au 30 juin 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011151078/10.

(110175848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Caribbean Property Investing S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 96.560.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011151107/9.

(110176280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

---

**Boucherie Clement Schuttrange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5372 Schuttrange, 2, rue du Verger.

R.C.S. Luxembourg B 100.608.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011151079/15.

(110176046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

**YV Investments, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 130.360.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011152800/9.

(110177255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

**Zigmund Mather S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 130.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152802/10.

(110177290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

**ZEPHYR Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 97.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZEPHYR INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2011152803/10.

(110177274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

**Wellington Global Commodities S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 139.633.

Les comptes annuels pour la période du 17 juin 2008 au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011152792/10.

(110177697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.